



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE CONTROLE TECHNIQUE

**Restructuration de l'ensemble des réseaux d'eaux usées et d'eaux
pluviales
Centre de Détention de MURET (31)**

Ministère de la Justice - Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse
Département des affaires immobilières
Département des affaires immobilières
Boulevard Armand Duportal
CS 81501
31015 Toulouse CEDEX 6

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Intervenants.....	4
3.1 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs	4
3.2 – maîtrise d’oeuvre.....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Missions.....	5
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 - Durée du contrat	5
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Forfait de rémunération	7
7.3 - Modalités de variation des prix.....	7
8 - Avance	7
9 - Modalités de règlement des comptes	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Pourcentage de rémunération par élément.....	8
9.3 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.4 - Délai global de paiement	9
9.5 - Paiement des cotraitants	10
9.6 - Paiement des sous-traitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Arrêt de l'exécution des prestations	10
11.1 - Achèvement de la mission	10
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
13 - Pénalités.....	11
13.1 - Pénalités de retard.....	11
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	11
13.3 - Autres pénalités spécifiques	11
14 - Assurances	11
15 - Résiliation du contrat.....	12
15.1 - Conditions de résiliation	12
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
16 - Règlement des litiges et langues.....	12
17 - Dérogations.....	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Recrutement d'un contrôleur technique pour la Restructuration des réseaux EU/EP du CD à MURET.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages « bâtiment en réutilisation ou réhabilitation »

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 6 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Conception
TO 001	Réalisation partie 1
TO 002	Réalisation partie 2
TO 003	Réalisation partie 3
TO 004	Réalisation partie 4
TO 005	Réalisation partie 5

1.3 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Limitation de la production de papier (facturation et livrables)
- Le maître d'œuvre lors de la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) devra s'assurer que les objectifs gouvernementaux en matière de performance environnementale sont bien pris en compte.
- Le maître d'œuvre devra dans la mesure du possible prendre en compte et proposer des critères de performance environnementale :
 - * prise en compte dimension environnementale dans les spécifications techniques
 - * prise en compte dimension environnementale dans l'exécution du marché
 - * mise en place de critères d'attribution liés au développement durable (protection de l'environnement ; cout global d'utilisation ; consommation globale énergie, gestion des déchets ...)

1.4 - Label diversité et égalité femmes-hommes

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Les marchés concernés par l'application de la clause Diversité – Egalité sont les suivants :

- Marchés de services et Marchés de travaux
- Marchés dont la durée est de 3 ans ou plus
- Consultation d'un montant cumulé d'au moins 1.000.000 € sur toute la durée du marché
- En cas d'allotissement : le montant d'un lot est supérieur à 600.000 €, ou le montant cumulé d'un titulaire attributaire de plusieurs lots, est supérieur à 600.000 €

Le titulaire concerné doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

Lien vers l'enquête en ligne, à remplir par le titulaire pressenti avant la notification (transmettre l'accusé réception au Pouvoir adjudicateur) : https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

A la fin de son marché, le titulaire concerné complètera à nouveau l'enquête pour permettre d'évaluer l'évolution de sa pratique concernant la diversité et l'égalité femmes/hommes.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le formulaire de notification NOTI5
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le programme de l'opération et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG 2021) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les contraintes pénitentiaires (certificat de confidentialité, clauses générales de sécurité, matériels interdits)
- La note méthodologique pour chaque étape de la mission
- Les normes de conception NF EN 1990 à 1999 (EUROCODES) et leurs annexes

Le titulaire du marché devra se conformer à la Charte graphique de la DISP qui lui sera transmise et devra restituer les plans en se conformant strictement aux dispositions de cette Charte.

3 - Intervenants

3.1 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.2 – Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre désignée est :

OTCE : Mme Sarah PERRENOT ; Tél. : 05.62.14.01.15 ; Mail : sperrenot@otce.fr

La mission confiée est une mission de base avec 5 tranches optionnelles au sens de la loi MOP et la (les) mission(s) complémentaire(s) suivante(s) : Dossier administratif et O.P.C.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI 2021. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI 2021.

Le candidat retenu devra parapher, signer et tamponner les documents suivants puis les transmettre au pouvoir adjudicateur :

- le certificat de confidentialité,
- les clauses générales de sécurité.

Les plans nécessaires à la bonne réalisation des travaux seront communiqués après réception de la déclaration de confidentialité dûment paraphée, signée et tamponnée par l'entreprise.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Gestion des documents:

" Les documents transmis dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans, ...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés. Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la

notification de la décision de la personne adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent. "

Sécurité Pénitentiaire:

A titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus "

Intervention sur site:

Les candidats seront réputés informés des conditions particulières à leur intervention en intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du directeur de l'établissement ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Ils ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

L'entrée dans l'Etablissement est soumise à l'autorisation du Chef d'Etablissement en vertu de l'Article D277 du Code de procédure pénale.

5 - Missions

La mission de contrôle technique est établie conformément à :

- Norme NFP 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
- CCTG applicable aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999
- Décret n° 2009-681 du 12 juin 2009 relatif à l'activité de contrôle technique de la construction, pris pour l'application de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
LE	Solidité des ouvrages existants
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
AV	Stabilité des avoisinants

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est fonction de l'étude du maître d'oeuvre et des travaux effectués.

La durée prévisionnelle des travaux de chaque tranche est fixée comme suit :

Tranche(s)	Délai	Précisions
TF	5 mois	- délai d'étude des travaux: 5 mois à compter de la fin de la période des études préliminaires
TO001	5 mois	- Période de préparation: 1 mois à compter de l'affermissement de la tranche - délai d'exécution des travaux: 4 mois à compter de la fin de la période de préparation.

TO002	5 mois	- Période de préparation: 1 mois à compter de l’affermissement de la tranche - délai d'exécution des travaux: 4 mois à compter de la fin de la période de préparation.
TO003	5 mois	- Période de préparation: 1 mois à compter de l’affermissement de la tranche - délai d'exécution des travaux: 4 mois à compter de la fin de la période de préparation.
TO004	5 mois	- Période de préparation: 1 mois à compter de l’affermissement de la tranche - délai d'exécution des travaux: 4 mois à compter de la fin de la période de préparation.
TO005	5 mois	- Période de préparation: 1 mois à compter de l’affermissement de la tranche - délai d'exécution des travaux: 4 mois à compter de la fin de la période de préparation.

La durée totale successive est de 30 mois. Les tranches pourront en fonction des affermisements se réaliser en simultané. Dans ce cas le temps de réalisation des missions ne se cumulera pas.

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 5 ans à compter de la notification.

La date de début des prestations du titulaire est le jour de la notification du présent marché.

La date d'achèvement des prestations sera 1 an après réception des travaux, soit à la fin de la mission GPA du maître d’œuvre.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux d'une tranche optionnelle de contrôle technique court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001	3 ans
TO002	3 ans
TO003	4 ans
TO004	4 ans
TO005	4 ans

Les délais d’exécution des livrables, exprimés en nombre de jours calendaires, sont indiqués ci-dessous :

Prestations	Délai en jours
RICT	15
Visa documents d’exécution (pour chaque tranche)	5
RVRAT (pour chaque tranche)	15

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- RICT : Date de réception des éléments constituant la mission PRO du maître d’œuvre.
- Visa documents exécution : Date de réception du document à viser.
- RVRAT et Rapport de vérification initial électrique après travaux : Date de la demande des opérations préalables à la réception par l’entreprise.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération fixé à l'acte d'engagement est définitif.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le contrôleur technique s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

7.3 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = (\text{ING (d-3)} / \text{ING (o)})$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-3 mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions que pour la tranche ferme.

8 - Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI 2021, aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les prestations incluses dans les phases de mission suivantes CONCEPTION, EXECUTION, REALISATION, RECEPTION et GPA ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le contrôleur technique comporte le compte rendu d'avancement de la mission, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Phase CONCEPTION (RICT)

Les prestations incluses dans cette phase sont réglées de la manière suivante :

- sur production du Rapport initial de Contrôle Technique.

Phase EXECUTION (Examen des documents d'exécution) POUR CHACUNE DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les prestations incluses dans cette phase sont réglées de la manière suivante :

- en fonction de l'avancement des visas, sous forme d'acomptes, proportionnellement au à la liste des documents à examiner.

Phase REALISATION (Examen sur chantier des ouvrages réalisés) POUR CHACUNE DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les prestations incluses dans cette phase sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement aux ouvrages réalisés.

Phase RECEPTION (RVRAT) POUR CHACUNE DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les prestations incluses dans cette phase sont réglées sur production des documents suivants:

- Rapport de Vérification réglementaire Après Travaux,
- Attestation de contrôle technique mission relative à la solidité dans le IGH et ERP des 4 premières catégories.
- Rapport de vérification initiale électrique prévue à l'article R. 4226-14 du code du travail

Phase GPA (Garantie de Parfait Achèvement) POUR CHACUNE DES TRANCHES OPTIONNELLES

Les prestations incluses dans cette phase sont réglées comme suit :

- A date de clôture de la période de parfait achèvement.

9.2 - Montant de rémunération par élément

Les montants de chaque mission sont indiqués dans le tableau de répartition des honoraires transmis par le titulaire et annexé à l'acte d'engagement.

9.3 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI 2021 et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues, établies conformément aux stipulations du marché ;

Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au coordinateur.

Le contrôleur devra établir un tableau récapitulatif de répartition des montants à facturer en cas de cotraitance et/ou sous-traitance.

Dématérialisation des situations et factures

Depuis le 1^{er} Janvier 2020, le dépôt des factures sous format dématérialisé est une obligation législative (articles L.2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique) pour tous les profils d'entreprises.

Le dépôt de vos factures s'effectuera donc sous forme dématérialisée à partir du portail Chorus Pro :

<http://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt de vos factures, vous devrez systématiquement indiquer :

- Le numéro du contrat ou du marché concerné

(Exemple : C 2019-160 pour un contrat ou MC 2020-010 pour un marché)

- Le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres correspondant à votre contrat ou marché qui sera communiqué au Titulaire en temps utile

Ces références devront par ailleurs figurer sur votre facture.

Lors du dépôt de votre facture sur la plateforme, vous devrez passer via l'onglet intitulé « ACCUEIL CONNECTE », puis cliquer sur « DEPOSER UNE FACTURE » :

Il vous faudra ensuite sélectionner le cadre de facturation suivant :

- A1 : Dépôt par un fournisseur d'une facture
- ou
- A12 : Dépôt d'une facture par un cotraitant (en cas de cotraitance)

Lors du dépôt sur la plateforme, les références suivantes seront à utiliser :

- Le **numéro SIRET** de l'Etat : **11000201100044 (SIRET DE L'ETAT)**
- Le **CODE SERVICE** : **CGFDJUS031**

A défaut, les factures seront systématiquement rejetées.

Attention : votre dernière facture soldant le marché ou le contrat devra être accompagnée de **l'attestation de fin de mission** ci-jointe complétée datée, tamponnée et signée, justifiant de la fin de votre mission. Sans ce document, la situation définitive ne pourra être mise en paiement.

Pour toutes questions et aide concernant le dépôt ou la validation des factures sur le Portail, vous pouvez joindre l'Unité du Suivi Financier des Opérations du Département des Affaires Immobilières de la DISP de Toulouse :

- A l'adresse suivante : uf-dai.disp-toulouse@justice.fr
- Aux numéros suivants : 05.62.30.28.78 / 05.62.30.58.93

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Letaux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI 2021, le contrôleur adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final conformément à l'article 11.7 du CCAG-PI 2021

Le contrôleur devra compléter le formulaire en annexe du DCE.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées en application du présent marché ;
- c) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué du poste b) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la T.V.A. ;
- e) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;

f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au contrôleur technique le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le contrôleur.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Attention : en cas de sous-traitance, le formulaire DC4 devra mentionner la répartition entre le titulaire et son/ses sous-traitant(s).

LE DEVIS DU SOUS-TRAITANT SERA IMPERATIVEMENT JOINT AU DC4

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

11 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI 2021 le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

11.1 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de contrôleur technique, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de contrôleur intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Pour prononcer la réception de la mission de contrôleur technique, le contrôleur devra remettre au maître d'ouvrage une attestation de fin de mission dûment signée et tamponnée. La mission prendra fin dès l'acceptation de la fin de mission par le maître d'ouvrage.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI 2021, le titulaire du marché donne droit au pouvoir adjudicateur d'exploiter les plans et tout autre résultat que le titulaire aura élaboré, pour tout besoin concernant l'opération faisant l'objet du présent marché, et par toutes personnes internes ou externes à la DISP de Toulouse.

L'exploitation des plans et de tout autre résultat produit par le titulaire consiste en :

- l'intégration des plans et résultats dans la base de données de la DISP,

- l'utilisation des plans et résultats par le personnel de la DISP et tous les tiers qui en auraient l'utilité,
- l'adaptation et la modification des plans pour tout nouveau marché en lien avec l'objet du présent marché (modifications apportées en fonction des besoins de la DISP, par la DISP ou par les titulaires des futurs marchés) et ce afin d'adapter les plans en cas d'évolution des besoins de la DISP.

Définition de l'adaptation et la modification des plans et résultats :

Incorporation, intégration, adaptation, arrangements, corrections, traductions des plans et des résultats dans les futurs marchés afin de répondre aux changements de besoins de la DISP.

Durée d'exploitation : toute la durée de vie de l'Etablissement.

13 - Pénalités

Pour rappel, les pénalités ne sont pas assujetties à la T.V.A.

13.1 - Pénalités de retard

En cas de retard du contrôleur dans la présentation des livrables, le contrôleur encourt les pénalités suivantes, par jour de retard : 100 euros.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI 2021, il n'est prévu aucune exonération ni plafonnement à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI 2021, les pénalités de retard pourront être appliquées sur simple constat du maître d'ouvrage.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour retard aux réunions de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Retard non justifié de plus de 30mn acté par mail par le maitre d'ouvrage.
Pénalité pour absence aux réunions de chantier	Forfaitaire	200,00 €	Après envoi d'un mail par le maitre de l'ouvrage actant l'absence du titulaire à la réunion de chantier prévue.
Pénalité pour non-respect des consignes sécuritaires pénitentiaires	Forfaitaire	expulsion immédiate des personnes mises en cause, application de poursuites pénales, et 500 € par jour jusqu'à l'intervention d'un remplaçant	

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI 2021, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI 2021.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG-PI 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI 2021